

Société

NON, CETTE CRISE N'EST PAS UNE GUERRE

Michel Debout

23/03/2020

Le confinement de la population française a été annoncé par le président de la République dans son message à la Nation du 16 mars, remarqué pour l'emploi récurrent, à six reprises très exactement, du terme de "guerre". Sans renier les mesures annoncées et mises en place, Michel Debout, professeur émérite de médecine légale et du droit de la santé, ancien membre du Conseil économique, social et environnemental et membre fondateur de la Fondation, considère que l'usage de "guerre" fait référence à un combat contre un ennemi aux intentions clairement identifiées et appelle au contraire à un combat en toute unité où chacun retrouve le sens de l'essentiel.

Dans son adresse à la Nation du 16 mars dernier, le président de la République a su trouver les mots justes pour décrire la situation de « crise sanitaire sans précédent » dans laquelle notre pays et le monde lui-même, se trouvent confrontés, et pour appeler chacune et chacun à la mobilisation citoyenne et solidaire ; il s'agit de construire ensemble, et dans l'unité, la réponse à cette pandémie virale.

Mais pourquoi a-t-il fallu qu'Emmanuel Macron, à la fin de son propos, et à six reprises, déclare que nous sommes en guerre ?

Non, ceci n'est pas une guerre y compris sanitaire : un virus n'est pas et ne peut pas être un ennemi, même invisible. Tout ennemi a, par hypothèse, une stratégie et une volonté de puissance. Quant au virus, il a lui, comme tout organisme vivant, tendance à se développer et à se multiplier sur tout terrain favorable.

À nous tous de faire en sorte que le terrain ne lui soit plus favorable !

Nous ne vivons pas en état de guerre, mais notre pays et les citoyennes et citoyens français sont confrontés à une épreuve humaine collective et personnelle d'une exceptionnelle gravité et totalement inédite.

En évoquant la guerre, le président de la République convoque les ressorts inconscients agressifs et vengeurs du peuple, alors que, pour lutter contre le virus, il faut au contraire mobiliser l'empathie, la bienveillance, le souci de soi et des autres de ce même peuple.

En temps de guerre, il faut l'autorité des chefs, aujourd'hui nous avons besoin de la confiance en toutes les institutions de la République.

En temps de guerre, il faut la hiérarchie des décideurs, aujourd'hui et plus que jamais nous connaissons l'égalité entre les humains, tous les humains ; face à ce virus, le roi est aussi nu que le dernier de ses manants, et chacun représente pour l'autre à la fois la menace et la protection : parce qu'il est plus proche, le parent peut être plus menaçant que le migrant, et la cousine plus menaçante que la voisine ! Il n'y a pas d'autre issue que la confiance envers les autres, et celle que les autres peuvent attendre de nous. Cet enjeu dépasse les habitudes individualistes consummatrices, et souvent injustes et discriminantes sur lesquelles se construit sous nos yeux le nouveau monde.

En temps de guerre, on oblige à l'obéissance ; maintenant, nous avons besoin que chacun s'approprie et mette en œuvre les règles de vie collectives qui seules permettront de dépasser victorieusement cette épreuve.

Pour bien mener la guerre, il faut l'avoir préparée, il faut que les troupes et le matériel soient prêts et en état de service ; aujourd'hui, dans un service public qui doit être respecté, nous avons besoin de soignants disponibles, qui chaque jour montrent combien ils nous sont indispensables : mais où sont leurs masques de protection, leurs lunettes, leurs gants ? Où sont les tests ? Où sont les respirateurs pour conjurer les états de détresse respiratoire ?

Il est urgent et nécessaire, pour la conservation de notre vie sociale et collective, que tous les métiers concernés exerçant dans le public comme dans le privé disposent des protections obligatoires pour la sérénité de leur activité, et prioritairement des masques ; c'est le cas des professions de santé, du maintien de l'ordre, des transports, de la distribution... sans oublier, parce qu'il s'agit du deuil, épreuve humaine essentielle, les pompes funèbres.

Depuis le début de l'hiver, les Françaises et les Français ont suivi, d'abord à distance, l'évolution géographique du coronavirus puis ont compris que notre pays n'échapperait pas à cette pandémie. Pour faire confiance aux autorités politiques et sanitaires, ils ont eu besoin de la transparence des informations et surtout de la cohérence dans les décisions alors prises : pourquoi les mesures annoncées le samedi sont-elles venues contredire celles présentées le jeudi précédent ?

Aujourd'hui, nous sommes tous obligés d'accepter le confinement, situation inédite et nécessaire mais pas sans risque personnel et collectif.

Nous devons savoir ainsi que l'obligation de confinement sur une longue période va créer des situations de détresses psychologiques et relationnelles ; le huis-clos imposé sera source de solitude ou de conflit au sein des couples et des familles. Pour venir en aide à tous ceux-là, des initiatives sont prises par des collectifs de psychiatres et de psychologues ; il faut les saluer et créer d'urgence un numéro d'appel national disponible pour tous les citoyennes et citoyens, qui souffrent de cette situation vécue comme un véritable enfermement dans un logement parfois trop exigü, vétuste et dégradé. Il faut confier la gestion de ce numéro à tous les professionnels des soins psychologiques et à l'ensemble des bénévoles ayant une pratique associative de l'écoute des situations de détresse. Ce numéro devra être décliné sur l'ensemble du territoire national, au niveau des agglomérations et des communautés de communes, de façon à apporter une réponse de proximité rendant possibles les interventions à domicile (avec les mesures de protection qui s'imposent, comme elles s'imposent à tous les soignants) en cas de crise grave et de nécessité d'intervention d'urgence.

Pour faire respecter les décisions prises dans l'intérêt de la santé publique, 100 000 agents des forces de l'ordre sont mobilisés pour surveiller les citoyens ; il faut, en même temps, mobiliser 100 000 intervenants pour aider, accompagner celles et ceux qui ne posséderont plus les dynamiques personnelles et familiales pour supporter les nouvelles contraintes qui s'imposent à nos vies.

La France d'aujourd'hui n'a pas besoin d'un chef de guerre, elle a besoin de retrouver le sens de l'essentiel, c'est-à-dire le sens de la vie en commun, le sens de l'égalité et de la fraternité libre, responsable et citoyenne, qui nous inscrit toutes et tous dans ce projet, né au siècle des lumières, et qui s'appelle la République.